



www.journaldumali.com

# Journal du Mali

N°571 du 9 au 15 avril 2026

L'hebdo

**JEUNESSE**

PAIX EN SUSPENS

**BRETTON WOODS**

LE GRAND TEST

**ALIMENTS**

CONTRÔLE SUSPENDU

n ouverte !

MOBILI Café

Nous travaillons  
à vous servir...

MOBILI Café

**HAUSSE DES CARBURANTS**

# LA CONTAGION

**GRATUIT**

Ne peut être vendu

Partie de la pompe, la hausse gagne déjà l'économie réelle.  
Transport, énergie et pouvoir d'achat en subissent les effets.

# ROYAL!

## TOUS LES ABONNÉS SONT ROIS

### REABONNEZ-VOUS A VOTRE FORMULE

# 15 JOURS OFFERTS\*\*

### A TOUTES LES CHAÎNES + DSTV ENGLISH PLUS

## ÉDITO

### Le sacrifice sans issue

Depuis plus de trois ans, la crise énergétique ne cesse d'éprouver les ménages, les entreprises et l'activité économique. Les délestages se prolongent, les charges explosent et le coût de la vie s'alourdit. Pourtant, les ressources ont bien été mobilisées. Au moins 24 milliards de francs CFA ont été injectés dans le secteur de l'électricité dès juillet 2025, tandis qu'une partie des prélèvements sur les services télécoms, l'internet et le mobile money alimente le fonds de soutien aux infrastructures de base. Malgré cet effort, les coupures persistent et l'horizon reste flou. Le vrai sujet n'est plus seulement financier. Il touche désormais à la confiance. Quand les populations acceptent de contribuer davantage, dans une période déjà marquée par la hausse du carburant, des denrées et du transport, elles attendent en retour des résultats visibles, ou, dans une moindre mesure, un partage clair de l'effort. Dans plusieurs pays confrontés à des crises sévères, des dirigeants ont choisi d'envoyer un signal fort. Au Ghana, des réductions volontaires de salaires au sommet de l'État avaient été annoncées pour accompagner les sacrifices demandés aux citoyens. Ailleurs, des dépenses de prestige ont été gelées afin de montrer que l'effort national ne reposait pas uniquement sur les ménages. C'est cette dimension qui manque aujourd'hui au débat. Le sacrifice demandé à la population ne peut durablement tenir sans une perspective lisible ni un sentiment d'équité. Après un an de prélèvements exceptionnels sans amélioration notable du quotidien, la question que tout le monde se pose est de savoir jusqu'à quand peut-on encore demander aux populations de tenir si aucun signe concret de sortie de crise n'apparaît ?

MASSIRÉ DIOP

### LE CHIFFRE

# 164 milliards

C'est le montant en francs CFA destiné au financement de la campagne agricole 2026 au Mali.

### ILS ONT DIT...

« En réponse à l'appel mondial à l'action face à cette grande menace, les parties prenantes en Afrique de l'Ouest telles que les programmes nationaux de lutte contre le paludisme, les institutions universitaires et de recherche, les organisations de la société civile et les membres du Pathogens Genomic Diversity Network Africa ont initié la création du réseau ouest-africain pour la surveillance et l'atténuation de la résistance aux antipaludiques ». **Assa Badiallo Touré, ministre de la Santé, à l'occasion du lancement de ce réseau, le 7 avril 2026.**

« Nos anciennes réponses sont devenues de nouvelles questions. Tout est relié : foyers infectieux, résistance antimicrobienne, perturbations climatiques, systèmes alimentaires convergent en risques plus fréquents et graves, inédits dans l'histoire humaine ». **John Dramani Mahama, président du Ghana, au Sommet « One Health », 7 avril 2026 à Lyon.**

### RENDEZ-VOUS

**11 avril 2026 :**

Deuxième édition du Grand Prix cycliste de l'ORTM, Bamako

**8-19 avril 2026 :**

Bogobaara, Lac de Lassa, Bamako

**13 avril – 31 juillet 2026 :**

Exposition « Héritage en silence » de Leila Walet, Institut français du Mali, Bamako

**18 avril 2026 :**

Concert Himra, Place du Cinquante-naire, Bamako

### UN JOUR, UNE DATE

**9 avril 2003 :** chute du régime de Saddam Hussein après la prise de Bagdad par les forces américano-britanniques.



**Abdoulaye Handane Djitteye**, directeur de la radio Klédu est l'un des 20 recipients de la cérémonie des Flambeaux de la Citoyenneté 2025, organisée par l'association Citoyen modèle, le 4 avril 2026.



La chanteuse **Mariam Ba** a annoncé sa séparation avec son mari Abou Sy, musicien de n'goni, le 4 avril 2026.

### LA PHOTO DE LA SEMAINE



Le chef d'État-Major a remis un lot de 2 000 motos à plusieurs groupements tactiques interarmes dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, ce 7 avril 2026.

\*\* Offre valable jusqu'au 31 mars, pour tout réabonnement à la dernière formule et option. Voir tarifs et conditions auprès de votre Distributeur Agréé.

# AUGMENTATION DU PRIX DES CARBURANTS : JUSQU'OUÛ IRA LA FLAMBÉE GÉNÉRALISÉE ?

Transport, électricité ou encore mines, les impacts de la hausse du prix des carburants sont déjà palpables dans plusieurs secteurs de la vie économique. Décidée le 28 mars dernier, cette augmentation constitue une pression supplémentaire sur le pouvoir d'achat du consommateur. Entre compromis et mesures à long terme, les autorités tentent d'atténuer les impacts de la crise.

FATOUmata MAGUIRAGA

Le prix des hydrocarbures a augmenté, mais le pain ne doit pas suivre. C'est en résumé l'esprit de la rencontre qui a réuni le 2 avril 2026 les acteurs de la filière pain et le ministre de l'Industrie et du Commerce. À l'issue de leurs échanges, ils ont convenu du maintien du prix de la farine et du pain, respectivement à 23 000 francs CFA le sac de 50 kg, 270 francs CFA pour le gros pain et 135 francs CFA pour le petit pain. Des prix concédés « jusqu'à nouvel ordre », grâce à un esprit de collaboration et à un effort exceptionnel des acteurs, sensibles à la situation de crise. Malgré le maintien des prix officiels, le secteur reste soumis aux risques. Le carburant constitue en effet un intrant essentiel pour les boulangeries. Outre le fonctionnement des fours industriels, il assure celui des groupes électrogènes, alternatives en cette période de délestage, sans compter le transport des produits.

**Maintenir l'approvisionnement** Dépendant totalement des importations de produits pétroliers, le Mali est confronté depuis septembre 2025 à des difficultés d'approvisionnement, en raison notamment des attaques de convois sur ses principaux corridors, en particulier Dakar et Abidjan. Ces importations ont connu une hausse de 1,66% par rapport à 2023. Le pays a ainsi importé 2 665 106 m<sup>3</sup> en 2024 contre 2 621 513 m<sup>3</sup> en 2023. Quant au gaz butane, les importations ont atteint 15 838 tonnes en 2024 contre 13 847 tonnes en 2023, soit

une hausse de 14,38%. Au mois de mars 2026, le Mali a réceptionné 2 271 camions-citernes, soit 105 millions de litres de carburant. La dépendance à ces importations a accentué les effets des différentes crises, dans un contexte international marqué par les tensions persistantes autour du détroit d'Ormuz, passage stratégique d'une part majeure du commerce mondial des hydrocarbures, entraînant ruptures d'approvisionnement et flambée des prix, comme celle de ce mois de mars. Cette pression ne touche pas seulement l'énergie. Selon les projections des agences internationales, la hausse des coûts du fret, des engrais et des intrants alimen-

**Fortement dépendant des énergies fossiles, le Mali est vulnérable aux perturbations des importations et aux fluctuations des prix.**

taires pourrait maintenir les prix mondiaux des denrées entre 15 et 20% au-dessus de leur niveau moyen du premier semestre si la crise au Moyen-Orient se prolonge. Pour faire face à ces défis et assurer la continuité des activités et services vitaux, les autorités ont décidé de constituer un stock national de sécurité couvrant 45 jours de consommation pour le supercarburant, le gasoil, le Jet A1 et le gaz butane. Rendre ces dispositions opérationnelles dépendra non seulement de l'évolution de la crise au plan international, mais également des mesures d'accompagnement prévues, notamment un plan d'appro-



Le coût du carburant a augmenté depuis le 28 mars 2026, entraînant une hausse multisectorielle des prix.

visionnement sur les trois prochains mois afin d'anticiper les corridors à emprunter et les fluctuations de prix. Par ailleurs, le gasoil, produit central au cœur des besoins des ménages, des industries et de la société EDM-SA, nécessite un arbitrage permanent et continue d'alimenter les tensions.

**Transports sous pression** Directement impacté par la hausse des carburants, le secteur des transports est l'un des premiers à avoir procédé à une hausse des prix. La hausse des prix à la pompe annoncée le 28 mars a été confirmée par le Président Directeur Général de l'Office malien des produits pétroliers, Diakaridia Dembélé, qui a également rappelé le maintien des mécanismes de soutien destinés à contenir les effets immédiats sur les ménages. Pour contrôler cette hausse et en limiter les impacts, le Conseil national du Transport public de passagers, tenu le 1er avril 2026, a alerté sur une augmentation des tarifs inte-

urbains, par certaines compagnies, non proportionnelle à la hausse des prix à la pompe. Rappelant que toute augmentation des tarifs ne doit intervenir que dans le cadre d'un mécanisme de concertation regroupant administration publique et organisations socio-professionnelles, la ministre des Transports a instruit les

acteurs à se conformer aux conclusions de la réunion. Parmi celles-ci, les augmentations des tarifs du transport urbain sont limitées à 50 francs CFA par trajet pour les minibus et entre 500 et 2 000 francs CFA pour les transports interurbains, selon les distances. Si, au niveau urbain, les tarifs semblent pour le moment respecter les engagements, les usagers commencent déjà à ressentir la pression sur leurs dépenses quotidiennes. Entre Bamako et certaines villes, les prix dépassent déjà les normes. Ainsi, pour le trajet Bamako - Kéniéba, certaines sociétés sont passées de 9 000 à 12 000 francs CFA et pour Bamako - Sikasso de 6 000

## REPÈRES

**28 mars 2026 :**

hausse des prix des carburants

**1er avril 2026 :**

constitution d'un stock national de sécurité

**2 665 106 m<sup>3</sup> :**

Importations de produits pétroliers en 2024

à 9 000 francs CFA, soit une hausse de 3 000 francs. À terme, cette hausse se répercutera également sur les coûts logistiques des produits vivriers, des matériaux de construction et des intrants agricoles, renforçant le risque d'une inflation diffuse bien au-delà du seul secteur des hydrocarbures.

## Crise énergétique latente

Depuis plusieurs années, le Mali est empêtré dans une crise énergétique dont le dénominateur commun est la dépendance aux importations de carburant. Accentuée par la pénurie de gasoil devenue récurrente, la crise a connu un nouvel épisode en février 2026 après l'incendie du

transformateur de la SEMAF, événement qui a aggravé les délestages dans plusieurs quartiers de Bamako. Des délestages devenus le lot quotidien des ménages et des entreprises, sans visibilité sur une programmation fiable. Variant entre 12 et 14 heures par jour, les coupures peuvent durer 24 heures ou plus par endroits. Cette tension intervient alors que la demande électrique continue de progresser plus vite que les capacités installées, notamment dans le Grand Bamako et les principaux centres urbains de l'intérieur. Fortement dépendant des énergies fossiles, le Mali est vulnérable aux perturbations des importations et aux fluctuations des prix. L'insuffisance et la vétusté des infrastructures de production, de transport et de distribution ne permettent pas de répondre à une demande croissante. Les difficultés de gestion et de financement de EDM-SA limitent également ses capacités d'investissement. En janvier 2026, le gouvernement a alloué 36 milliards francs CFA à EDM-SA pour sécuriser la distribution de l'énergie provenant de la Zone

OMVS et de l'interconnexion autour de Bamako. En juillet 2025, 24 milliards de francs CFA avaient été mobilisés pour l'achat de combustibles, puis 6 milliards en novembre. Selon EDM-SA, la part du solaire est de 3% dans la production énergétique du pays, une proportion que les autorités ambitionnent de porter à 40%. La crise révèle aussi des fragilités structurelles, entre forte dépendance aux importations, faibles capacités de stockage et retard dans la diversification énergétique. Avec une part du solaire encore limitée à 3%, elle pose la question de l'anticipation et de l'efficacité des politiques publiques face à des chocs désormais récurrents.

**Enjeux et perspectives** Pour contenir la flambée des prix, le gouvernement a consenti des subventions mensuelles de 3 milliards de francs CFA pour maintenir les prix à la pompe, assurent les responsables de l'Office malien des produits pétroliers. Le maintien de ces subventions mensuelles pose également la question de leur soutenabilité budgétaire, dans un contexte de fortes contraintes sur les finances publiques. Outre les produits pétroliers, la flambée des prix a touché de nombreux autres secteurs, dont celui de la viande bovine avec os, passée de 2 300 francs CFA à 3 000 voire 3 500 le kilogramme. En dehors des mesures urgentes, les réponses à long terme, parmi lesquelles la réduction de la dépendance aux énergies fossiles à travers le développement des énergies renouvelables, s'imposent. Des réponses durables, notamment le développement des énergies renouvelables et un changement du mix énergétique, tout en préservant le pouvoir d'achat des ménages dans une économie déjà fragilisée par les délestages et les tensions d'approvisionnement. ■

## 3 QUESTIONS À



## ABDRAHAMANE TAMBOURA

Économiste

### 1 Quelles peuvent être les conséquences de cette hausse du carburant ?

C'est une ancienne question qui a tellement d'éléments de réponse qui demeurent. Le pétrole dans le contexte malien est un produit stratégique. Il a un impact sur tous les secteurs de l'économie. Par exemple, l'augmentation du prix du carburant augmente le transport. Une économie basée sur le commerce est forcément impactée. Le coût du transport amènera les commerçants à revoir leurs prix pour compenser. Les produits transformés connaîtront également une hausse en raison du coût du carburant pour les industries.

### 2 Comment peut-on contenir cette flambée ?

Nous sommes dans une zone économique qui est l'AES. Le Niger est un pays producteur, les prix du carburant y sont moins chers aussi. Il faut essayer d'en profiter. Nous ravitailler via le Niger pourrait être une alternative, tout en tenant compte des aspects sécuritaires.

### 3 Quelles mesures à long terme peut-on envisager ?

Il faut mettre un accent sur la source renouvelable d'énergie. Il faut booster la production de biocarburant et envisager une production à grande échelle, tout en mettant un accent sur les véhicules électriques et l'adaptation d'engins à ce type de carburant. Il s'agit aussi d'intensifier des partenariats pouvant permettre de ravitailler l'économie sans augmentation de prix.

## MARCHÉ DU CARBURANT EN AFRIQUE DE L'OUEST : VERS UNE VASTE RÉORGANISATION

En Afrique de l'Ouest, la crise du carburant liée au blocage du détroit d'Ormuz, au Moyen-Orient, inquiète. Même si les pays ne sont pas tous logés à la même enseigne, cette crise pourrait être une opportunité pour recomposer le paysage.

FATOUmata MAGUIRAGA



La raffinerie Dangoté a envoyé 456 000 tonnes de produits raffinés vers plusieurs pays africains.

Dans plusieurs pays de la sous-région, les prix du carburant ont augmenté. En cause : les tensions autour du détroit d'Ormuz, liées à la crise opposant les États-Unis et Israël à l'Iran. Au Nigeria, le prix du litre d'essence a atteint 0,90 dollar (environ 505 francs CFA) en mars, contre 0,76 dollar (environ 427 francs) en février

2026. En Sierra Leone, le litre a grimpé à 1,77 dollar (environ 994 francs CFA). Au Mali, le litre de super est passé de 775 à 875 francs CFA. Partout, la tendance est à la hausse. Au Ghana, la seule raffinerie du pays, capable de couvrir 40% des besoins nationaux en carburant, a redémarré ses activités en décembre 2025. Au Sénégal, où le litre d'es-

sence s'établit à 920 francs CFA (contre environ 1 000 précédemment), les autorités ont lancé un avertissement : le pays pourrait être proche d'une rupture de stock si la crise au Moyen-Orient se prolongeait. Dans la région, les prix actuels varient : au Bénin, le super coûte 695 francs CFA. Au Niger, le litre de super est le moins cher de la région, à 499 francs. En Côte d'Ivoire, le super est à 820 francs et le gasoil à 675 et au Burkina Faso le litre de super est à 850 francs CFA. Face à ces tensions, plusieurs pays tentent de diversifier leurs sources d'approvisionnement. La raffinerie Dangote du milliardaire nigérian a ainsi annoncé l'envoi d'environ 12 cargos - soit l'équivalent de 456 000 tonnes de produits raffinés - vers la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Cameroun et la Tanzanie. Ces livraisons interviennent après que la raf-

finerie ait atteint une capacité de 650 000 barils par jour.

### Le Nigeria, hub énergétique ?

Le Nigeria, premier producteur africain de pétrole brut, qui importait auparavant une grande partie de ses produits raffinés, reçoit désormais 65 millions de litres d'essence par jour de sa raffinerie. Celle-ci peut par ailleurs exporter jusqu'à 20 millions de litres supplémentaires quotidiennement. Alors que de nombreux pays enregistrent des hausses, le Nigeria pratique des prix de 15 à 20% inférieurs à la moyenne régionale. De simple exportateur de brut, il se positionne désormais comme une alternative pour ses voisins. Pourtant, pour approvisionner efficacement un marché régional proche mais difficile d'accès, il faudra relever d'importants défis logistiques : sécuriser les axes routiers, moderniser les infrastructures portuaires et améliorer la distribution afin que l'Afrique de l'Ouest subisse moins les soubresauts des marchés internationaux. ■

## AUGMENTATION DU PRIX DU CARBURANT : L'EFFET DOMINO

La hausse des prix du carburant se répercute déjà sur le transport, le coût de la vie et les charges énergétiques. Les autorités annoncent des mesures d'atténuation, mais les effets sur les ménages et les activités économiques sont redoutés.

### HAUSSE À LA POMPE

Supercarburant : 775 → 875 francs CFA - +100 francs CFA (+12,9%)  
Gasoil : 725 → 940 francs CFA - +215 francs CFA (+29,7%)

### EFFETS ATTENDUS

Hausse du coût du transport des marchandises  
Pression sur les prix des denrées  
Renchérisssement du coût de l'électricité  
Impact sur le pouvoir d'achat des ménages

### MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT

Camions-citernes réceptionnés (Mars 2026) : 2 271  
Carburant réceptionné : 105 millions de litres  
Subvention mensuelle : 3 milliards de francs CFA  
Stock national visé : 45 jours de consommation

### IMPACTS SUR LE TRANSPORT PUBLIC

Minibus urbain : + 50 francs CFA par trajet  
Taxi - Moto-taxi : Tarif convenu avec le client  
Trajet ≤ 100 km : + 500 francs CFA  
Trajet > 100 km : + 2 000 francs CFA

### PRIX MAINTENUS

Farine (Sac 50 kg) : 23 000 francs CFA  
Pain 300 g : 270 francs CFA  
Pain 150 g : 135 francs CFA



# KOWBEYE!



CHAQUE SAMEDI | 20H15

T M 1

La télé qui vous allume !

INFO • CULTURE • DIVERTISSEMENT

## JEUNESSE ET SÉCURITÉ : UN CHANTIER INACHEVÉ

La place des jeunes dans la prévention des conflits n'est plus un sujet périphérique. Au Mali, le débat s'est imposé avec plus de force depuis la relance, le 24 mars 2026 à Bamako, du processus d'élaboration du Plan d'action national Jeunesse, paix et sécurité. Pourtant, malgré cette impulsion, le pays reste encore sans cadre formellement adopté.

MASSIRÉ DIOP

Dans un pays où près de 67% de la population a moins de 25 ans, la question dépasse largement le champ de la jeunesse au sens administratif. Chômage, ruptures scolaires, déplacements forcés et manque de perspectives nourrissent un terrain fragile, particulièrement dans les zones touchées par l'insécurité. Plus de 400 000 personnes demeurent déplacées à l'intérieur du pays, avec une forte proportion de jeunes et d'enfants. Les jeunes paient aujourd'hui le plus lourd tribut à la crise : premières victimes des déplacements, de la déscolarisation et des violences, ils sont aussi les premières cibles des stratégies de recrutement des groupes armés. Les Nations unies ont pourtant fixé le cap depuis 2015 avec la Résolution 2250, renforcée en 2018 par la Résolution 2419, qui reconnaissent les jeunes comme des acteurs de paix, de médiation et de reconstruction. Le Mali adhère à cette vision, mais la traduction institutionnelle est encore incomplète.



Le Processus d'élaboration du Plan d'action national Jeunesse, paix et sécurité est en cours.

tout en rappelant les avancées déjà enregistrées. Il cite notamment le décret du 29 janvier 2019 portant création des Comités consultatifs de sécurité, qui prévoit la participation des jeunes dans les espaces de dialogue local. « Oui, les jeunes sont présents dans les dispositifs, mais ils ne sont pas encore pleinement intégrés de manière structurée et influente », explique-t-il. Selon lui, le problème ne réside pas dans le manque d'engagement des jeunes,

rôle d'interface entre populations et autorités.

**Faibles** Pour autant, les deux experts convergent sur le principal point de faiblesse. Malgré la Politique nationale de la Jeunesse et son Plan d'actions 2023-2027, les initiatives restent dispersées. « Il manque encore un cadre stratégique unifié », souligne Mahamady Togola, qui estime que l'absence d'un Plan d'action national Jeunesse, paix et sécurité constitue une faiblesse réelle dans la réponse à la crise. Cette relance a pourtant également permis d'associer des organisations de jeunes, des acteurs communautaires et des partenaires techniques, signe d'une volonté de bâtir un cadre fondé sur une concertation élargie. Cette absence de coordination fait peser plusieurs risques. Le premier est celui du sentiment d'exclusion, particulièrement chez les jeunes des zones rurales ou affectées par les conflits. Le second concerne la vulnérabilité à la radicalisation et au recrutement par des groupes extrémistes. Mais, pour WANEP, le risque ne se limite pas à la sécurité. Il touche aussi à la cohésion sociale et au potentiel économique du pays. « La jeunesse représente un potentiel

### EN BREF

#### VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : BANJUL FACE À L'URGENCE

Du 8 au 10 avril 2026, Banjul accueille le premier forum des Premières dames des pays SWEDD+, avec la CE-DEAO, la CEEAC, l'UNFPA et la Banque mondiale. Réunissant notamment la Gambie, le Mali, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Sénégal, le Tchad et le Togo, ce rendez-vous intervient dans une région marquée par les conflits, les déplacements et la montée des violences faites aux femmes. Selon l'UNFPA, une femme sur trois dans le monde subit au cours de sa vie des violences physiques ou sexuelles, un risque encore plus élevé en période de crise sécuritaire. Le forum intervient aussi dans un contexte où plusieurs pays de la région tardent encore à adopter une loi spécifique contre les violences basées sur le genre, laissant souvent la prise en charge juridique fragmentée entre plusieurs textes. Les échanges doivent porter sur le renforcement des lois, l'accès à la justice, la protection des survivantes et l'évolution des normes sociales, avec des engagements régionaux attendus à l'issue des travaux. ■

énorme en termes d'innovation, de créativité et de contribution économique », rappelle Mahamady Togola.

**Enjeux** La relance du processus en mars 2026 constitue donc une étape importante, mais elle ne suffira pas si elle ne débouche pas rapidement sur un cadre national structuré, inclusif et opérationnel. La question n'est plus de savoir s'il faut impliquer les jeunes. Elle porte désormais sur la manière de le faire, de façon durable et influente. Comme le résume Mahamady Togola, « la paix au Mali se construira avec la jeunesse ou elle ne se construira pas durablement ». ■



AÏDA ZEBBA

### « Si le talent est là, pourquoi n'osent-elles pas ? Pourquoi n'y vont-elles pas ? »

À deux jours de la grande finale du West Africa Women Speakers Forum, prévue le 11 avril au CICB de Bamako, Aïda Zeba, Coordinatrice de l'initiative, revient sur les enjeux de cette deuxième édition. Entre éloquence, leadership féminin et réflexion sur la place des femmes dans la vie politique de la sous-région ouest-africaine, elle explique le sens d'un rendez-vous qui réunit des candidates issues des sept pays finalistes.

PROPOS RECUEILLIS PAR MASSIRÉ DIOP

### Pourquoi avoir choisi Bamako pour accueillir cette deuxième édition ?

D'abord, c'est une victoire. La première édition s'est tenue au Burkina Faso, dans un environnement qui nous était plus familier. Venir à Bamako représentait un défi, mais cela répond aussi au règlement de la compétition : le pays de la gagnante organise l'édition suivante. La lauréate de la première édition

étant Malienne, il était naturel que nous venions ici. Nous avons constitué un comité d'organisation composé à 80% de Maliens. Les phases éliminatoires, les quarts et les demi-finales se sont déroulés en ligne pendant six mois.

### Quelle a été la mobilisation autour de cette édition ?

Nous avons enregistré environ 350 inscriptions pour les 7 pays concernés. Après les différentes étapes, nous avons retenu une finaliste par pays, soit sept finalistes : le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Togo, le Bénin, le Sénégal et la Guinée-Conakry.

### Pourquoi avoir placé l'engagement politique des femmes au cœur de cette édition ?

Nous sommes partis d'un constat. Nous estimons qu'il existe assez de dames leaders, mais qu'elles sont peu nombreuses sur la scène politique, à notre humble avis. Nous ne voulons pas seulement dénoncer cette réalité ; nous voulons aussi la questionner. Si le talent est là, pourquoi n'osent-elles pas ? Pourquoi n'y vont-elles pas ? Tous les thèmes développés, des éliminatoires à la finale, tournent autour de cette interrogation.

### Que gagnera la lauréate ?

La gagnante bénéficie d'une bourse d'études de six mois, tout frais payés, à Accra, pour apprendre l'anglais. Elle peut aussi suivre un MBA en gestion de projets dans le domaine de son choix. Le billet d'avion, le logement et la nourriture sont entièrement pris en charge.

### Quel message souhaitez-vous adresser au public à l'approche de la finale ?

Je voudrais déjà remercier le peuple malien, parce qu'en matière d'hospitalité, ce sont les meilleurs. Et j'ose espérer que le 11 avril nous aurons beaucoup de participants au CICB, à partir de 9 heures. ■

## La paix au Mali se construira avec la jeunesse ou elle ne se construira pas durablement.

**Constats** Pour Sidiki Koné, expert consultant au FNUAP, le constat est clair. « Aujourd'hui, la place des jeunes dans la prévention des conflits et les mécanismes de paix au Mali est reconnue comme essentielle, mais elle reste globalement insuffisamment prise en compte dans la pratique ». Selon lui, les jeunes sont très actifs sur le terrain, dans les dialogues communautaires et les actions de cohésion sociale, mais restent encore insuffisamment associés aux mécanismes décisionnels formels. Mahamady Togola, Coordinateur national de WANEP-Mali, partage cette lecture

mais dans l'absence d'un environnement institutionnel suffisamment solide pour valoriser cet engagement. WANEP-Mali a ainsi développé le programme Y-TEaM, axé sur le mentorat et le renforcement des capacités des jeunes leaders en matière de paix et de sécurité. Les résultats, selon lui, sont déjà visibles. Les jeunes formés ont contribué à améliorer les outils d'alerte précoce, notamment dans l'analyse cartographique des risques. Le Conseil national de la Jeunesse s'est également illustré lors de la récente crise des hydrocarbures, en jouant un



Garantissez la **croissance** de votre entreprise avec la **connexion dédiée**.



20 28 00 00

[www.afribone.com](http://www.afribone.com)



## SPRING MEETINGS DE BRETTON WOODS : À QUOI PEUT S'ATTENDRE LE MALI ?

Du 13 au 18 avril 2026, Washington accueillera les réunions de printemps des institutions de Bretton Woods, à savoir le FMI et la Banque mondiale. Pour le Mali, ce rendez-vous intervient entre espoirs de reprise et fortes pressions sur les finances publiques.

MASSIRÉ DIOP

Le premier enjeu tient à la croissance. Le FMI, qui a validé le 18 mars 2026 la seconde et dernière revue du programme de référence, estime que l'économie malienne pourrait rebondir entre 5, % et 5,5% en 2026, après un ralentissement à 4,1% en 2025, lié à la baisse de la production d'or et aux perturbations d'approvisionnement en carburant. Cette amélioration dépendra toutefois du redressement minier, de la fluidité des corridors logistiques et d'une stabilisation du climat sécuritaire. L'autre sujet concerne les finances publiques. Le FMI souligne que le budget 2026 reste orienté vers le respect de la norme communautaire de l'UEMOA, avec un déficit attendu autour de 3% du PIB. Cette trajectoire demeure sous pression, entre dépenses sécuritaires, besoins sociaux et soutien à l'énergie. Le rendez-vous de Washington sera donc scruté pour la capacité du pays à préserver ses marges budgétaires tout en soutenant la reprise. La mobilisation fiscale, avec près de 1 400 milliards de



Les Spring meetings représentent un atout majeur pour l'économie malienne.

francs CFA recouverts en 2025, sera également observée comme un indicateur clé de la solidité budgétaire.

**Croissance en 2026 :**  
**5,5%**

**Déficit visé :**  
**3% du PIB**

**Recettes 2025 :**  
**1 400 milliards FCFA**

L'évolution de l'inflation, attendue autour de 2% à 2,5%, restera tout aussi déterminante pour le pouvoir d'achat et la stabilité macroéconomique. Les chocs extérieurs constituent une autre vigilance. Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient entretiennent une pression sur les cours du pétrole, avec des effets directs pour un pays fortement dépendant des importations de produits pétroliers raffinés. Toute nou-

velle hausse se répercuterait rapidement sur le transport, l'électricité et le coût de la vie. Le dossier de l'or sera aussi au centre des attentes. Avec des cours internationaux élevés, le Mali peut espérer une amélioration de ses recettes d'exportation et de ses rentrées fiscales. Reste à savoir si cette conjoncture constituera un levier durable pour les finances publiques. Ce rendez-vous sera avant tout un test de crédibilité économique pour Bamako. Il devrait éclairer les perspectives d'un appui renforcé du FMI et de la Banque mondiale, tout en mesurant si les signes de reprise depuis mars peuvent ouvrir un nouveau cycle de financements et de réformes. ■

### EN BREF

#### INVESTIR EN AFRIQUE : PARIS À L'HEURE DES CAPITAUX

Le forum Investir en Afrique se tient ce 9 avril 2026 à Paris, dans un contexte où les flux vers le continent sont à la fois convoités et plus sélectifs. Coorganisé par le quotidien français L'Opinion et le CIAN (Conseil français des investisseurs en Afrique), le rendez-vous insiste sur l'industrialisation, les infrastructures et le passage des intentions d'investissement aux projets concrets. L'importance prise par ce forum illustre les enjeux du moment. Les organisateurs rappellent que l'édition 2025 a réuni plus de 12 900 participants, tandis que la publication spéciale associée à l'édition 2026 doit être diffusée à 17 800 exemplaires, avec une couverture des 54 économies africaines. Le fond économique est plus contrasté. L'investissement direct étranger mondial a reculé de 11% en 2024, à 1 500 milliards de dollars. Dans le même temps, l'Afrique a enregistré un niveau élevé d'investissements, mais continue de faire face à un coût du capital important et à des besoins massifs en infrastructures. Dans le numérique, 0,7 milliard de dollars ont été mobilisés en 2024, pour des besoins évalués à 14,1 milliards par an. L'enjeu reste de transformer les annonces en financements réels. ■

## Paiements instantanés L'UEMOA accélère sa révolution financière

La date du 30 juin 2026 s'imposera désormais comme un tournant pour l'économie numérique de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). En fixant cette échéance pour la généralisation de la plateforme PI-SPI, la BCEAO ne se contente pas d'une réforme technique. En effet, elle pousse vers un véritable marché régional unifié des paiements. Lancée le 30 septembre 2025,

l'infrastructure fonctionne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, avec l'ambition de fluidifier les transactions entre banques, établissements de monnaie électronique, microfinances et fintechs. Les chiffres traduisent déjà une montée en puissance rapide. Au 2 avril 2026, 80 institutions étaient connectées, dont 59 banques, 9 établissements de monnaie électronique, 11 institutions de microfinance

et 1 établissement de paiement, tandis que 42 autres poursuivent encore leurs tests en conditions réelles. L'enjeu est d'abord économique. En réduisant les délais de transfert à quelques secondes et en abaissant les coûts de transaction, la PI-SPI peut accélérer la circulation de la liquidité dans les huit pays de l'Union, stimuler les échanges commerciaux et améliorer la trésorerie des entreprises,

notamment des PME. Pour les ménages, la gratuité annoncée de certains transferts entre particuliers et l'interopérabilité totale entre opérateurs peuvent renforcer l'usage des paiements numériques au détriment du cash. À terme, la BCEAO vise plus qu'une simple modernisation bancaire. La plateforme est appelée à devenir un levier d'inclusion financière, de compétitivité et d'intégration économique régionale. ■

## Doniblon Une initiative malienne pour réinventer l'apprentissage

Au Mali, où l'éducation et l'insertion professionnelle des jeunes restent des enjeux majeurs, certaines initiatives émergent avec une vision novatrice. Doniblon s'inscrit dans cette dynamique.

À la fois projet éducatif, culturel et entrepreneurial, cette jeune structure ambitionne de repenser les modes d'apprentissage en les adaptant aux réalités locales. Encore un peu discrète sur la scène médiatique, elle incarne pourtant une réponse innovante aux défis auxquels fait face la jeunesse malienne. Le nom Doniblon, tiré du bambara, signifie « petite main » ou « apprenti ». Une appellation symbolique qui résume l'essence du projet : accompagner les jeunes dans un processus d'apprentissage progressif, pratique et valorisant. Loin des approches académiques classiques, souvent jugées trop théoriques, Doniblon privilégie une pédagogie active, centrée sur l'expérience et la participation.

Derrière cette initiative se trouve une équipe de jeunes entrepreneurs maliens, encore peu connus du grand public, mais profondément engagés. Leur ambition est de créer un cadre dans lequel les jeunes peuvent acquérir des compétences concrètes, développer leur créativité et envisager un avenir professionnel autonome. Leur démarche repose sur une forte conviction : « l'éducation ne doit pas être uniquement académique, mais aussi pratique, culturelle et adaptée au contexte local ». Les activités proposées par Doniblon couvrent plusieurs domaines, notamment les arts, les métiers et l'entrepreneuriat. Théâtre, expression orale, formations pratiques ou encore accompagnement de projets : autant d'outils mobilisés pour



Les initiateurs de la plateforme éducative "Doniblon".

renforcer les capacités des participants. L'ancrage culturel occupe une place centrale, avec une volonté affirmée de valoriser les savoirs locaux et les expressions artistiques comme leviers d'apprentissage. Récemment, Doniblon a franchi une nouvelle étape en lançant sa propre application mobile, accessible depuis la mi-mars. Cette application permet aux jeunes de suivre des formations, de participer à des ateliers virtuels et de rester connectés à l'écosystème Doniblon, où

qu'ils soient. Ce développement numérique représente une avancée majeure pour le projet, lui donnant une portée plus large et facilitant l'accès à ses contenus éducatifs. En plus de la formation, Doniblon se positionne également comme un tremplin vers l'insertion professionnelle. En encourageant l'initiative individuelle et la création d'activités génératrices de revenus, le projet contribue à lutter contre le chômage des jeunes, un enjeu majeur au Mali. ■

## ANSSA : BLOCAGE ADMINISTRATIF POUR LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS

Depuis plusieurs années, l'Agence nationale de la sécurité sanitaire des aliments (ANSSA) évolue dans un vide juridique inédit. Entre paralysie institutionnelle et absence de cadre légal opérationnel, les travailleurs dénoncent une situation critique et multiplient les démarches pour obtenir la relance effective de la structure.

MOHAMED KENOUI



L'ANSSA est en hibernation prolongée depuis 2019.

Créée en 2003 pour garantir la sécurité sanitaire des aliments au Mali, l'ANSSA constituait un maillon essentiel du dispositif national de santé publique. Unique dans l'espace UEMOA, elle assurait à la fois le contrôle, la surveillance et l'amélioration de la qualité des produits alimentaires destinés à la consommation. Mais, en 2019, la réforme ayant conduit à la création de l'Institut national de santé publique (INSP) a profondément bouleversé son fonctionnement. L'ANSSA a alors été fusionnée avec cette structure d'analyses et de recherche, une décision contestée par ses travailleurs, qui estimaient que les missions de l'agence, centrées sur l'agroalimentaire, différaient fondamentalement de celles de l'INSP.

gane législatif de la Transition. « Malgré les nombreuses diligences administratives et techniques accomplies, le processus d'adoption des textes subséquents nécessaires à la mise en œuvre de l'ANSSA demeure illégalement bloqué », affirme le Secrétaire général du Comité syndical des chercheurs de l'ANSSA, Dr Alasane Maïga, dans une lettre adressée au ministre de la Santé le 7 avril 2026.

**Une paralysie aux impacts sanitaires et scientifiques** Ce blocage n'est pas sans conséquences. Il a entraîné un véritable arrêt du système national de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments. Aujourd'hui, aucune coordination nationale n'est assurée et les activités de contrôle,

« Depuis, nous ne travaillons pas. La seule activité que nous menons, c'est à la Commission d'autorisation de mise sur le marché », confie le Dr Alasane Maïga, ajoutant que les ressources générées sont versées à l'INSP, qui « refuse de financer nos missions ». Sur le plan scientifique et professionnel, la situation affecte profondément les chercheurs. Privés d'activités scientifiques, confrontés à des conditions de travail dégradées et à une absence de perspectives, ils dénoncent une stagnation professionnelle préoccupante. « On ne nous a pas coupé le salaire. Mais nous devons évoluer, administrativement, techniquement », souligne le responsable syndical.

**Des revendications claires et urgentes** Face à cette situation jugée « honteuse », les travailleurs de l'ANSSA interpellent les autorités. Ils demandent en priorité la finalisation immédiate des textes permettant la recréation effective de l'agence, conformément à la loi de 2022. Ils exigent également la restitution des ressources financières qui lui sont destinées, la mise en place d'une administration autonome et fonctionnelle, ainsi que la relance urgente des activités de contrôle et de recherche. Autre sujet d'inquiétude : un projet de nouvelle réforme en préparation, visant à fusionner l'ANSSA avec deux autres structures sanitaires, notamment le Laboratoire national de la santé et la Direction de la pharmacie et du médicament. « Nous n'y avons pas été associés », déplore le Dr Maïga. En attendant une réponse des autorités, le syndicat n'exclut pas des actions plus fermes. Plus largement que la seule situation des travailleurs, c'est la sécurité sanitaire des populations maliennes qui est en jeu.

**Le pays se retrouve ainsi sans dispositif structuré opérationnel pour prévenir les risques liés à la consommation alimentaire, exposant les populations à des dangers sanitaires majeurs.**

Un tournant intervient en 2022 avec l'adoption de la Loi n°2022-004 du 20 mai. Ce texte consacre officiellement la sortie de l'ANSSA de cette réforme et impose sa re-création ainsi que son opérationnalisation. Pourtant, malgré un processus administratif ayant franchi toutes les étapes, la mise en œuvre reste bloquée. Et une proposition de loi soumise au CNT en la matière a été rejetée par l'or-

d'investigation ou d'alerte sanitaire sont suspendues. Les programmes de sensibilisation ont été stoppés, tout comme les activités de recherche et de surveillance épidémiologique. Le pays se retrouve ainsi sans dispositif structuré opérationnel pour prévenir les risques liés à la consommation alimentaire, exposant les populations à des dangers sanitaires majeurs.

### EN BREF

#### DIPLÔMÉS DES LICENCES DE L'ENSUP : LE BRAS DE FER QUI SECOUE L'ÉCOLE MALIENNE

Le différend autour des enseignants détenteurs de la licence professionnelle issue de la formation continue à l'École normale supérieure de Bamako prend une tournure préoccupante et ravive les tensions dans le système éducatif malien. Par une note datée du 2 avril 2026, le ministre de l'Éducation nationale, Amadou Sy Savané, a instruit les Directrices et Directeurs des Académies d'enseignement de procéder, dans un délai de quinze jours, à l'affectation ou à la réaffectation des enseignants concernés dans les écoles relevant des Centres d'animation pédagogique, conformément aux besoins des structures d'origine. Cette décision s'inscrit dans le prolongement d'une correspondance antérieure du département déjà consacrée à la gestion de ces enseignants et relative à la nécessité de relever le niveau de l'enseignement par un redéploiement de ces diplômés dans les établissements scolaires du fondamental. De leur côté, les Syndicats de l'Éducation signataires du 15 octobre 2016, dans une lettre datée du 24 février 2026, défendent une lecture inverse. Ils s'appuient sur les textes ayant consacré le passage de l'ENSUP au système LMD et redéfini ses missions, estimant que l'établissement n'a plus vocation à former des enseignants destinés au fondamental. Ils réclament en conséquence le déploiement des détenteurs de licence dans l'enseignement secondaire, normal, technique et professionnel, en cohérence avec la nature de leur formation. Ce dossier révèle un conflit de cadrage institutionnel entre l'instruction administrative du ministère et la lecture juridique portée par les organisations syndicales, sur fond de vives inquiétudes. ■

## ÉTATS-UNIS - OTAN : LA TRÊVE N'EFFACE PAS LA FRACTURE

Le fragile cessez-le-feu obtenu entre Washington, Téhéran et Tel-Aviv n'a pas dissipé les tensions entre les États-Unis et leurs alliés européens. Derrière l'accalmie militaire autour du détroit d'Ormuz, la crise a ravivé les interrogations sur la solidité du lien transatlantique et sur l'avenir de l'alliance atlantique.

MASSIRÉ DIO



Donald Trump et ses alliés européens de l'OTAN ne parlent plus le même langage.

La trêve provisoire annoncée entre les États-Unis, l'Iran et Israël a pour l'instant éloigné le risque d'un embrasement régional. Mais elle n'a pas refermé la fracture diplomatique ouverte ces derniers jours entre Washington et plusieurs capitales européennes. Donald Trump a ravivé les interrogations sur l'engagement américain au sein de l'OTAN, reprochant à certains alliés leur refus de s'engager davantage dans la sécurisation du détroit d'Ormuz et des voies maritimes énergétiques. Cette accalmie de deux semaines, saluée avec prudence à Bruxelles, ne dissipe ni les tensions accumulées ni les doutes sur la place

future de Washington au sein de l'alliance. Le sujet dépasse désormais la crise immédiate au Moyen-Orient. C'est toute la crédibilité du pilier sécuritaire occidental qui se trouve questionnée. La visite à Washington du Secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, prévue du 8 au 12 avril, vise à contenir une tension rare entre les deux rives de l'Atlantique. Il doit également s'entretenir avec Marco Rubio et Pete Hegseth dans une tentative de désamorcer les divergences. Washington est au cœur du dispositif militaire de l'alliance. Si la direction politique est assurée par Mark Rutte, les États-Unis occupent toujours le poste

militaire le plus stratégique à travers le SACEUR, Commandement suprême des forces alliées en Europe, historiquement confié à un Général américain. Cette fonction est exercée par le Général Alexis G. Grynkewich, qui supervise la dissuasion, les déploiements sur le flanc oriental et la coordination opérationnelle. À cette présence militaire s'ajoute le rôle diplomatique central de Washington au sein du Conseil de l'Atlantique Nord, organe décisionnel de l'alliance. Plutôt qu'un simple geste politique, une éventuelle sortie américaine toucherait directement l'architecture de défense collective de l'Europe. Sur le plan institutionnel, une telle décision reste toutefois encadrée. Depuis 2023, le Congrès américain impose qu'aucun retrait des États-Unis de l'OTAN ne puisse être acté sans l'accord des deux tiers du Sénat ou l'adoption d'une loi spécifique. Le traité prévoit en outre un délai d'un an après notification officielle. Pour les alliés européens, la trêve avec l'Iran n'efface donc pas la question centrale : celle de la fiabilité de l'engagement américain dans une période marquée par les tensions énergétiques, les risques militaires et des divergences stratégiques persistantes. ■

### UNE SEMAINE DANS LE MONDE

#### RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE : LES ŒUFS EN PREMIÈRE LIGNE

Le réchauffement climatique touche désormais l'un des mécanismes les plus fragiles du vivant, la reproduction. À travers le monde, scientifiques et écologistes alertent sur les effets de la hausse des températures sur l'incubation des œufs, qu'il s'agisse des tortues marines ou des oiseaux. Chez les tortues marines, la température du nid joue un rôle décisif. Selon les espèces et les sites étudiés, un sable situé autour de 28°C favorise davantage les naissances de mâles, alors qu'au-dessus de 32°C, les femelles deviennent largement majoritaires. Dans certaines zones côtières, jusqu'à 99% des jeunes tortues observées sont des femelles, signe d'un déséquilibre préoccupant. Une étude publiée en février 2026, fondée sur 17 années d'observation, montre que les femelles reviennent pondre tous les quatre ans, avec des pontes moins abondantes. Les oiseaux sont eux aussi exposés. Lors des vagues de chaleur dépassant parfois 40 à 45°C, certains œufs se déshydratent et le taux d'éclosion chute fortement, fragilisant directement la survie de populations entières. ■

## Bénin Présidentielle décisive sur fond de recomposition politique

Le dimanche 12 avril 2026, les électeurs béninois sont appelés aux urnes pour désigner le successeur du Président Patrice Talon, qui achève son deuxième et dernier mandat conformément à la Constitution. Le scrutin intervient après les législatives du 11 janvier 2026, favorables à la majorité présidentielle, et dans un contexte marqué par la révision constitutionnelle ainsi que par la tentative de coup d'État déjoué en décembre 2025. Le vainqueur exercera un mandat exceptionnel de sept ans. Le camp au pouvoir mise sur la continuité avec Romuald Wadagni, actuel ministre des Finances, épaulé par la Vice-présidente Mariam Chabi Talata. Face à lui, la FCBE aligne

Paul Hounkpè, seul challenger officiellement en lice dans cette élection très suivie dans la sous-région. L'autre fait marquant est l'affaiblissement de l'opposition. Le parti Les Démocrates, proche de l'ancien Président Thomas Boni Yayi, n'a pas pu faire valider sa candidature, faute de parrainages suffisants. Plusieurs figures de cette formation, dont Éric Houndété et le député Michel Sodjinou, ont depuis rejoint le camp présidentiel. À la veille du scrutin, cette présidentielle, dont la campagne a démarré le 27 mars, apparaît comme un test politique majeur pour l'équilibre institutionnel du Bénin et pour la capacité de l'opposition à se réorganiser. ■

## FEMAFOOT: MAHAZOU DIT BABA CISSET SERA-T-IL L'HOMME DU RENOUVEAU ?

À quelques jours de l'Assemblée Générale électorale extraordinaire de la FEMAFOOT, prévue pour le 16 avril 2026, Mahazou dit Baba Cisset est l'unique candidat en lice pour la présidence. Entrepreneur accompli et passionné de football, il incarne l'espoir d'un nouveau départ.

MOHAMED KENOUI



Seul candidat en lice, Mahazou dit Baba Cisset sera confirmé nouveau président de la FEMAFOOT le 16 avril 2026.

Né le 12 janvier 1973 à Bamako, Mahazou dit Baba Cisset présente un profil atypique dans le paysage du football malien. Formé en économie et gestion à l'ENA, il s'est ensuite spécialisé dans la performance financière des entreprises. Pendant plus de deux décennies, il évolue dans le monde des affaires avant de fonder en 2015 sa propre société de sous-traitance minière, DCS Mali. Une trajectoire professionnelle solide qu'il souhaite

désormais mettre au service du sport-roi. Derrière l'homme d'affaires se cache un passionné de football de longue date. Son amour pour le ballon rond remonte à l'enfance, nourri par les exploits de légendes comme Salif Keïta, Pelé ou Diego Maradona lors du Mondial 1986. « Après cela, j'ai développé moi-même l'envie de jouer au foot », confie-t-il. Des terrains de quartier de Bamako à Gao, jusqu'à une expérience en deuxième division, il a vécu le football de

l'intérieur avant de privilégier ses études. Ces dernières années, son engagement s'est concrétisé avec la création de l'ABM Foot Académie, en 2022, dédiée à la formation des jeunes, puis du FC Malikoura en 2023.

**Une ambition portée par la réforme et l'unité** Sa candidature à la tête de la FEMAFOOT s'inscrit dans un contexte de crise qu'il juge préoccupant. « Je suis fatigué de voir notre football tourner en rond », affirme-t-il. Pour lui, le Mali regorge de talents mais souffre d'un déficit d'organisation et de gouvernance. Son programme repose sur trois piliers majeurs. D'abord la transparence, qu'il considère comme « la clé de notre réussite ». Il promet un audit complet de la fédération et la mise en place d'un système d'information accessible au public, afin de rompre avec toute gestion opaque. Ensuite, la réunification des acteurs du football malien. Conscient des divisions qui ont fragilisé le secteur, il envisage la création d'un Comité de réconciliation pour restaurer la confiance et favoriser une dynamique collective. Enfin, la professionnalisation du football, avec une ambition claire : hisser le Mali au sommet continental. « Nous sommes une nation qui peut gagner la CAN », assure-t-il, misant sur une meilleure organisation, un encadrement technique adapté et une vision stratégique cohérente. ■

## CAN U17 2026 Les Aiglonnets fixés sur leurs adversaires

Le tirage au sort de la CAN U17 2026, effectué ce 8 avril, a livré son verdict pour le Mali. Les Aiglonnets évolueront dans le groupe C en compagnie de l'Angola, de la Tanzanie et du Mozambique. La compétition est prévue du 13 mai au 2 juin 2026 au Maroc. Vice-champion d'Afrique en titre, le Mali aborde ce tournoi avec des ambitions élevées. Sous la conduite du sélectionneur Demba Mamadou Traoré, la préparation a déjà été lancée depuis plusieurs semaines afin d'aborder la compétition dans les meilleures conditions. Le format reste inchangé : les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale, synonymes également de ticket pour la Coupe du monde U-17 2026. Les équipes classées troisièmes auront encore une chance à travers des barrages pour décrocher les deux derniers billets mondialistes. ■

M.K



### CARTONS DE LA SEMAINE

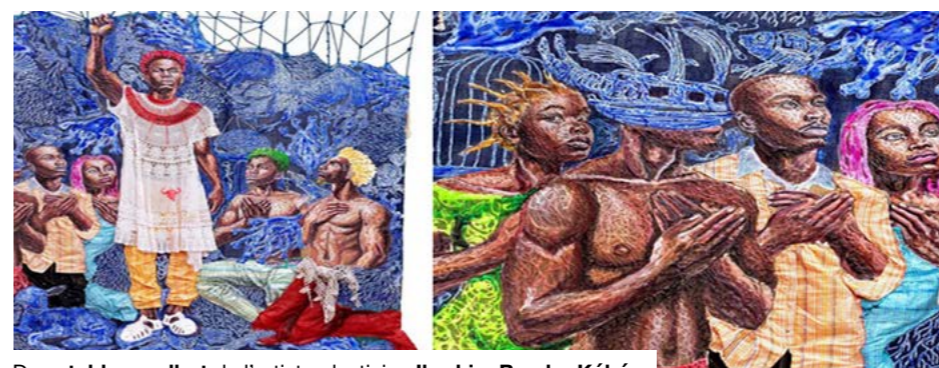
En délivrant une passe décisive face au Real Madrid mardi en Ligue des champions, **Michael Olise** est devenu le premier Français à délivrer 25 « assists » sur une saison avec un club évoluant dans l'un des cinq grands championnats européens au XXI<sup>e</sup> siècle. Il dépasse ainsi Franck Ribéry, qui en avait délivré 24 en 2011-2012 également avec le Bayern Munich.

La justice belge a ouvert le 8 avril 2026 une enquête contre **54 coureurs** qui ont grillé un feu rouge à un passage à niveau lors du Tour des Flandres trois jours plus tôt. Le parquet a annoncé que d'éventuelles poursuites pénales pourraient être engagées contre eux et que l'enquête pourrait aller jusqu'à aboutir à une comparution devant le tribunal de police.

## ART CONTEMPORAIN AU MALI : UNE VITALITÉ CRÉATIVE EN QUÊTE DE STRUCTURATION

À l'occasion de la Journée mondiale de l'Art, la scène malienne révèle une dynamique artistique réelle, portée par une nouvelle génération, mais confrontée à des défis structurels majeurs.

MOHAMED KENOUI



Deux tableaux d'art de l'artiste plasticien Ibrahim Bemba Kébé.

Chaque 15 avril, la Journée mondiale de l'Art met en lumière la créativité sous toutes ses formes. Au Mali, cette célébration résonne avec une scène contemporaine en pleine effervescence, particulièrement à Bamako, où artistes plasticiens, photographes et collectifs indépendants multiplient les initiatives. Portée par une nouvelle génération engagée, cette scène se distingue par sa capacité à interroger les identités et à dialoguer avec les traditions locales ainsi qu'avec les réalités contemporaines. « Aujourd'hui, la scène de l'art contempo-

rain au Mali est à la fois très vivante et en construction », observe l'artiste plasticien Ibrahim Bemba Kébé. Il évoque « une réelle énergie créative », nourrie par des projets indépendants et des dynamiques collectives, malgré un environnement encore fragile. Cette vitalité se traduit également par une reconnaissance croissante à l'international, notamment à travers des événements comme les Rencontres de Bamako, organisées depuis 1994 pour promouvoir la photographie africaine contemporaine. Pourtant, ce rayonnement extérieur ne s'accompagne pas toujours d'une valori-

sation équivalente au niveau local. « Cela crée un décalage entre la richesse de la production artistique et sa visibilité auprès du public malien », souligne l'artiste.

**Un écosystème encore fragile** Outre cette effervescence, les acteurs du secteur s'accordent sur les difficultés structurelles qui freinent son développement. Le manque d'infrastructures, de financements et d'espaces d'exposition constitue un frein majeur pour les artistes. À cela s'ajoute une question centrale, à savoir le marché local. Selon Ibrahim Bemba Kébé, il reste à construire une « véritable culture de collection et de soutien à la création contemporaine » au sein du public et de la classe moyenne. « Il y a un public naissant, mais il n'y a pas vraiment de grands acheteurs », explique pour sa part Lassina Igo Diarra, promoteur de la Galerie Médina. Pour lui, le défi réside autant dans la sensibilisation que dans l'engagement des élites économiques : « c'est un travail d'éducation des élites afin qu'elles s'intéressent à cette discipline pour qu'elle perdure ». Le galeriste insiste également sur la nécessité de structurer l'ensemble de la chaîne artistique. « Ce qui manque, c'est l'écosystème, de l'atelier jusqu'à l'acquisition des œuvres », affirme-t-il, évoquant le rôle essentiel des galeries, des critiques d'art et des médias dans la valorisation du secteur. ■

### INFO PEOPLE

FANTA GUAI :  
EN SPECTACLE LE  
24 AVRIL



L'humoriste et comédienne malienne Fanta Guai, de son vrai nom Djenebou Diarra, est annoncée en spectacle le 24 avril 2026 au cinéma Babemba de Bamako. Révélée au grand public par ses vidéos virales sur TikTok, YouTube et Instagram, elle s'est imposée grâce à des sketches inspirés du quotidien, du mariage, de la vie de famille, de la nourriture et des réalités sociales. Son humour, accessible et ancré dans les habitudes locales, lui a permis de fidéliser un large public, notamment jeune. Ce rendez-vous scénique s'inscrit dans la continuité de ses prestations live et de ses collaborations remarquées, notamment avec Tentenba. Le spectacle devrait attirer les amateurs de comédies populaires et de contenus humoristiques devenus viraux.

ABDOUL KARIM  
DIABATÉ :  
EN CONCERT LE  
11 AVRIL



Le chanteur malien Abdoul Karim Diabaté, fils du grand artiste Abdoulaye Diabaté, se produira en concert le samedi 11 avril 2026 au CICB à Bamako. Annoncé comme un concert dédicace, ce rendez-vous musical s'inscrit dans la montée en puissance du jeune artiste sur la scène nationale. Héritier d'une grande lignée musicale, il poursuit progressivement son affirmation artistique entre respect des sonorités mandingues et expression plus contemporaine. Ce spectacle, très attendu, devrait réunir un large public autour de nouveaux titres et d'un répertoire déjà apprécié par ses admirateurs. À travers cette prestation au CICB, Abdoul Karim Diabaté confirme sa volonté de s'imposer durablement dans le paysage musical malien.

Journal du Mali  
L'hebdo

Directeur de publication :  
Mahamadou CAMARA  
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :  
Aurélien DUPIN  
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :  
Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction :  
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :  
Mohamed KENOUI - Fatoumata  
MAGUIRAGA

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité  
par IMPACT MÉDIA Presse.  
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble  
Badenya, près MÆVA Palace - Bamako  
Tél : +223 20 23 00 66  
www.journaldumali.com  
contact@journaldumali.com



Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité.**



**20 28 00 00**  
[www.afriphone.com](http://www.afriphone.com)

